

Fellows 2019

En 2019, l'USIAS a décerné 15 « fellowships » à des chercheurs de divers domaines, travaillant sur 12 projets de recherche originaux.

- **Stéphane Baudron**
Chimie supramoléculaire & chimie de coordination
- **Jérôme Beauchez**
Sociologie & anthropologie
- **Ada Bronowski**
Philosophie
- **Frédéric Colin**
Égyptologie
- **Bertrand Dupé**
Physique & science des matériaux
- **Luc Dupuis**
Neurosciences
- **Christelle Golzio**
Génétique humaine
- **Thomas Grutter**
Biochimie, biophysique & biologie chimique
- **Lianne Habinek**
Littérature anglaise & histoire de la science
- **Benoît Louis**
Catalyse
- **João Marques**
Immunologie
- **Manuel Mendoza**
Biologie cellulaire
- **Nikolay Prokof'ev**
Physique de la matière condensée
- **Hélène Puccio**
Biologie moléculaire & physiopathologie
- **Guido Pupillo**
Physique moléculaire & atomique

Pour en savoir plus sur les Fellows et leurs projets :
www.usias.fr/fellows/fellows-2019

Programme

- 14h30 **Mots d'ouverture**
Michel Deneken
Président de l'université de Strasbourg
- 14h35 **Présentation des Fellows USIAS 2019**
Thomas Ebbesen
Directeur de l'USIAS
- 14h45 **Conférence :**
L'université moderne : trop grande pour échouer ?
Alison Wolf
King's College London
- 15h35 **Discussion**
- 15h50 **Conférence :**
La crise du capitalisme démocratique
Martin Wolf
Financial Times
- 16h40 **Discussion**
- 17h **Réception**

Pour plus d'informations :
www.usias.fr/evenements/symposia-annuels/symposium-2019



Symposium Annuel 2019

L'université moderne : trop grande pour échouer ?

Alison Wolf
King's College London

La crise du capitalisme démocratique

Martin Wolf
Financial Times

Jeudi
21 novembre 2019
14h30-17h

ISIS, Salle de Conférence
8 allée Gaspard Monge, Strasbourg

www.atelierc.com - Illustration : iStock-o_lukyanov. Ne pas jeter sur la voie publique.



Alison Wolf, baronne de Dulwich, CBE, est la professeure Sir Roy Griffiths de gestion du secteur public au King's College London, et siège à la Chambre des lords britannique en tant que *cross-bench peer*. Elle a étudié au sein des universités d'Oxford et de Neuchâtel et a passé le début de sa carrière aux États-Unis, en tant qu'analyste des poli-

tiques pour le gouvernement fédéral. Elle dirige actuellement le master de gestion des entreprises au sein de la King's Business School, et était la présidente fondatrice du conseil d'administration de la King's College London Mathematics School, dont elle demeure administratrice.

En 2011, elle a réalisé la *Wolf Review of Vocational Education*, une analyse de la formation professionnelle pour le compte du gouvernement, qui a appliqué l'ensemble de ses recommandations. Elle a été membre du panel d'experts chargé d'effectuer le bilan *Review of Post-18 Education and Funding* (surnommé « *the Augar Review* »), commandé par le gouvernement et délivré en mai 2019. Ses nombreuses publications incluent *Does Education Matter? Myths about Education and Economic Growth* (2002) ; *The XX Factor: how working women are creating a new society* (2013) ainsi que *Remaking Tertiary Education: can we create a system that is fair and fit for purpose?* (2016).

L'université moderne : trop grande pour échouer ?

Les universités, à en juger par leur croissance fulgurante en matière de taille, de budget, d'internationalisation et d'importance sociale, sont les institutions les plus prospères du XX^e siècle. Leur réussite provient en partie de la conviction des gouvernements que le développement de l'enseignement supérieur garantit un accroissement de la prospérité, d'où leur volonté d'y investir de manière significative. Elle découle également du désir de réussite des individus : en effet, les diplômes universitaires sont devenus un moyen de plus en plus crucial d'envoyer des « signaux positifs » sur soi au marché du travail. Cependant, les universités

évoluent actuellement dans un environnement de baisse de productivité, d'augmentation des coûts, de croissance du populisme et d'une certaine chute du retour sur investissement. Que cela signifie-t-il pour leur avenir ? Leur importance actuelle leur garantit-elle pérennité et croissance ? Et, dans le cas contraire, quels sont les scénarios alternatifs plausibles et qu'impliquent-ils pour les universités elles-mêmes et pour la société ?



Martin Wolf, CBE, est rédacteur en chef adjoint et commentateur économique en chef au *Financial Times* de Londres. Il a étudié à l'université d'Oxford, tout d'abord la littérature classique puis la philosophie, les sciences politiques et l'économie. Au début de sa carrière, il a occupé le poste d'économiste senior à la Banque mondiale et a travaillé au Kenya, en Zambie

et en Inde. En 1981, il est devenu directeur des études au Trade Policy Research Centre de Londres. Il a rejoint le *Financial Times* en 1987. De juin 2010 à septembre 2011, il a été membre de la Commission indépendante sur les banques (ICB) mise en place par le gouvernement britannique, et il est membre de l'International Media Council du Forum économique mondial.

Martin Wolf est membre honoraire du Nuffield College et du Corpus Christi College de l'université d'Oxford, ainsi que du King's College de Londres et professeur honoraire de l'université de Nottingham. Il est titulaire de nombreux doctorats *honoris causa*, dont le plus récent lui a été décerné par l'université de Leuven (2018). En 2014, il a été University Global Fellow à l'université Columbia de New York (États-Unis), et Senior Fellow de politique économique mondiale au sein de la School of International Public Affairs de cette même institution.

Le professeur Wolf a figuré plusieurs fois sur la liste des « 100 plus grands penseurs mondiaux » établie par la revue *Foreign Policy*. Il a publié de nombreux ouvrages, dont *Why Globalization Works* (2004), *Fixing Global Finance* (2008, 2010) et *The Shifts and the Shocks: What we've learned - and have still to learn - from the financial crisis* (2014).



La crise du capitalisme démocratique

L'alliance entre démocratie libérale et capitalisme mondial est-elle durable ? Les évolutions politiques en Occident, parmi lesquelles la montée des leaders populistes, soulignent l'importance de cette question.

Historiquement, l'expansion du capitalisme et de la démocratie se sont effectuées en parallèle, puisque ces deux systèmes sont fondés sur l'idée que les personnes doivent choisir pour elles-mêmes, en tant qu'individus et citoyens. C'est pourquoi les pays les plus riches tendent à être des démocraties libérales, avec une économie plus ou moins capitaliste. La croissance des revenus réels, largement partagée, a joué un rôle fondamental dans la légitimation du capitalisme et la stabilisation de la démocratie. Toutefois, le capitalisme peine actuellement davantage à générer de tels accroissements de la prospérité. À l'inverse, les preuves d'inégalités croissantes et de ralentissement du développement de la productivité ainsi que le choc de la crise financière ont eu un effet dévastateur sur la confiance accordée aux élites chargées de notre organisation politique et économique.

Ce breuvage amer rend la démocratie intolérante et le capitalisme illégitime. Par conséquent, nous ne pouvons tenir pour acquis le succès des systèmes politiques et économiques qui guident le monde occidental, et qui ont représenté une force d'attraction pour la plupart du reste du globe au cours des quatre dernières décennies. La question qui se pose est donc la suivante : si ce système ne convient plus, par quoi le remplacer ?